
Une histoire ecclésiastique de Montferrand au XII^e siècle

An Ecclesiastical History of Montferrand in the 12th Century

Emmanuel Grélois

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/siecles/6756>

ISSN : 2275-2129

Éditeur

Centre d'Histoire "Espaces et Cultures"

Référence électronique

Emmanuel Grélois, « Une histoire ecclésiastique de Montferrand au XII^e siècle », *Siècles* [En ligne], 48 | 2020, mis en ligne le 24 février 2018, consulté le 08 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/siecles/6756>

Ce document a été généré automatiquement le 8 mars 2021.

Tous droits réservés

Une histoire ecclésiastique de Montferrand au XII^e siècle

An Ecclesiastical History of Montferrand in the 12th Century

Emmanuel Gréolois

- 1 À côté de Clermont ou même de Brioude, de Riom et de Billom, Montferrand peut faire figure de *petite ville* : sa chronologie tardive ne lui assure aucun prestige antique et son unique paroisse n'a rien à envier, par exemple, aux quatre paroisses de Billom. Son rapide succès démographique (une centaine de bourgeois en 1145 pour 418 feux en 1357) en font pourtant un cas exceptionnel en Auvergne, que complète la non moins exceptionnelle conurbation envisagée au XVI^e siècle avec Clermont. Réexaminer les conditions dans lesquelles est apparue la ville suffirait à justifier une nouvelle monographie urbaine¹. La considérer sous l'angle ecclésiastique relève en revanche d'un choix paradoxal, car Montferrand passe pour une ville comtale, du moins sous seigneurie exclusivement laïque dès son origine vers 1120, même si ses plus belles archives émanent non de seigneuries mais des consuls (comptabilités, 1259-1731). Le profil atypique de la ville invite donc à écrire l'histoire de son premier siècle à partir des données antérieures à 1200, à savoir d'archives ecclésiastiques. Le point de vue extérieur à la ville laïque, à la communauté d'habitants et au consulat ne peut qu'enrichir la connaissance de Montferrand et de sa genèse, et aussi éclairer certaines zones d'ombre.
- 2 Pour ce faire, on procédera de manière régressive en remontant du XIV^e au XII^e siècle, quitte à recourir à une documentation plus ancienne encore, sans prétendre mener une étude topographique et morphologique de la ville. On partira de l'état de la population au XIV^e siècle et de la situation institutionnelle du XIII^e siècle (1), puis on examinera l'insertion de Montferrand dans un dense semis ecclésial (2) avant de relire la riche documentation de la dernière décennie du XII^e siècle (3) pour enfin esquisser quelques hypothèses sur les origines de la ville (4).

L'aboutissement aux XIII^e-XIV^e siècles

Un clerc montferrandais

- 3 En 1398 (n. st.), à l'occasion d'une procédure qui les oppose au chapitre de Notre-Dame de Montferrand à raison de la perception d'une dîme à *Belde* (actuellement Beaulieu), deux frères, Jacques et Étienne Biollet, bourgeois de Montferrand, refusent, pour des raisons morales, l'un des témoins qu'ont produit les chanoines, un certain Jacques Raulet, qui autrefois – avant le début de la guerre de Cent Ans et les dévastations perpétrées par les routiers – avait pourtant été receveur des dîmes des blés pour le père des frères Biollet². Les frères avancent trois arguments contre lui : tenu pour octogénaire³, il serait, depuis sept ans déjà, retombé en enfance, incapable de distinguer le jour et la nuit, le vrai du faux et, comme les enfants, il se mettrait à pleurer sans raison ; ancien notaire, Jacques Raulet avait été accusé, lorsqu'il exerçait auprès de la cour royale de Montferrand⁴, de faux en écriture pour avoir falsifié des clauses testamentaires ; enfin, afin d'échapper aux poursuites judiciaires à son encontre, il avait excipé de son statut de clerc, sous couvert de la liberté de l'Église (*sub libertate Ecclesie*), pour trouver asile deux mois durant dans l'église Saint-Antoine de Montferrand où, de surcroît et circonstance aggravante, il aurait connu charnellement sa marraine Marguerite, épouse d'un certain Étienne Faure⁵.
- 4 Tardive mais truculente, cette anecdote livre quelques caractéristiques de la relation qu'entretiennent les clercs avec la ville de Montferrand. Selon un article de la charte de coutumes (vers 1196-1198), la communauté urbaine laïque exclut en principe de la propriété foncière – c'est-à-dire de l'allotissement en pèdes – les nobles (chevaliers et sergents), les moines et les chanoines⁶, mais pas *a priori* les simples clercs revêtus des seuls ordres mineurs. À Montferrand officient des clercs, tant pour assurer la liturgie qu'en raison de leurs réelles compétences de notaires ou de juristes : Jacques Raulet ne fait pas exception. La présence ecclésiastique est donc tolérée, mais sinon *extra muros* (réguliers : La Chaise-Dieu), du moins en dehors des pèdes alloties, sur des terrains périphériques où s'installent les institutions charitables (Hospitaliers, Antonins) et militaires (Templiers), à la condition qu'ils acquittent le *cumi*, impôt municipal, qui suppose qu'à cet effet les religieux renoncent à leur exemption fiscale, comme le montre aussi l'imposition royale de 1357.

La population montferrandaise en 1357 : laïcs, clercs, réguliers

- 5 La levée fiscale de 1357 (n. st.) permet de connaître en détail la composition de la population de Montferrand où ne figure, à côté des 418 feux, *aucun* noble. Si le nombre exact de moines et de clercs réguliers ne peut être évalué, le recensement fiscal mentionne néanmoins avec exhaustivité les *canonici ecclesie Beate Marie Montisferrandi*, le chanoine et le chantre de l'église, son recteur (curé) qui est aussi maître de la maison d'Herbet (léproserie), treize clercs dont neuf sont explicitement prêtres et deux prêtres et chanoines, le prieur de Saint-Robert de Montferrand (dépendance de La Chaise-Dieu), le précepteur de la maison de Ségur (Hospitaliers), le gouverneur de l'hôpital des pauvres de Montferrand, et enfin le précepteur de la maison du Temple de Montferrand (alors passé aux Hospitaliers)⁷.

- 6 Le chantre, les deux chanoines prêtres, les neuf prêtres et les deux *domini* sans titre (certainement des clercs non prêtres, diacres ou sous-diacres), sans compter le curé, forment le collège des *treize* clercs qui, dirigé par le chantre, dessert l'église urbaine. L'hypothèse que les clercs mentionnés dans la liste fiscale sont bien les membres du collège est corroborée par la comparaison qu'offrent les chapitres de Billom et de Lezoux. Dans la paroisse Saint-Cerneuf de Billom, le document de 1357 compte ainsi, en conformité avec le nombre de prébendes qu'indique le pouillé du XVI^e siècle, 21 clercs (prêtres ou non) en plus du doyen et du recteur de Saint-Cerneuf – sans compter les clercs surnuméraires, à savoir un chorier et les trois curés, établis en ville à Billom et non-résidents dans leur paroisse, de Saint-Sandoux, de Vialle et de *Champis*⁸. À Lezoux, le chapitre Saint-Pierre compte, en plus de son prévôt, 14 prébendes : sur ce point encore, l'imposition royale de 1357 et le pouillé s'accordent.
- 7 En tout cas, Montferrand compte sans doute, en plus du collège qui dessert la chapelle urbaine, d'autres clercs et d'autres religieux dont la liste mentionne les institutions mais non le nombre.

Montferrand, ou le miroir inversé de Clermont

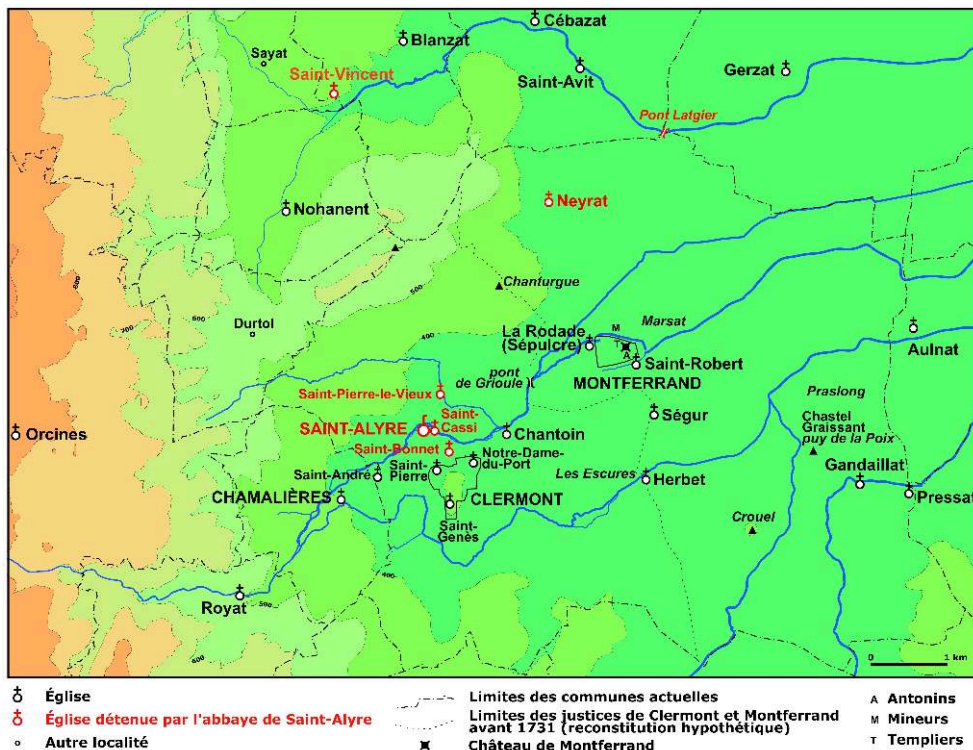
- 8 Dans le réseau urbain de l'Auvergne à la fin du Moyen Âge, Montferrand apparaît comme la plus atypique des treize bonnes villes : c'est en effet la plus récente par sa fondation. Elle n'a pour origine ni une cité (Clermont), ni un *vicus* au moins mérovingien (Riom, Saint-Pourçain, Billom, Issoire, Saint-Germain-Lembron, Brioude), ni une abbaye (Ébreuil, Cusset), ni le château d'un puissant lignage (Auzon). Aucune église importante ne lui est associée et aucun saint particulier ne vient rehausser son culte, comme Julien à Brioude, Austremoine à Issoire ou Amable à Riom.
- 9 La documentation clermontoise, très riche par sa précision topographique (transactions, inventaires de censives), émane de seigneuries presque toutes ecclésiastiques, les restes des droits comtaux (leyde, censive urbaine) résiduels après 1202 étant mal connus avant le XV^e siècle. À l'inverse, les sources proprement montferrandaises proviennent dans une faible mesure des comtes (actes publiés pour l'essentiel par Baluze) et surtout des consuls (comptes) ; en contrepartie, cette écrasante majorité de documents laïques offre une médiocre vision de la topographie urbaine.
- 10 Clermont, en plus de l'évêché et du chapitre cathédral (40 prébendes en 1216), compte trois autres chapitres séculiers formés respectivement dans la seconde moitié du X^e siècle (Sainte-Marie-Principale appelée plus tard Notre-Dame-du-Port), au début du XII^e siècle (Saint-Genès) et en 1242 (Saint-Pierre), tous *intra muros* une fois construite l'enceinte du début du XIII^e siècle. À Montferrand en revanche, aucun chapitre n'est formellement établi au XIII^e siècle et le siège de la paroisse demeure hors les murs ; en fait, une communauté de prêtres et de clercs, dont certains prétendent au titre de chanoine, parodie, sous le nom de *communitas* ou de *collegium*, un *capitulum* sans en avoir reçu le nom canonique. Si Ludovic Viallet a trouvé une mention de chapitre en 1323, elle relève probablement de l'allégation plus que du droit canon⁹ : aucune source épiscopale ou pontificale, par exemple les pouillés ou listes de bénéfices du XIV^e siècle, n'emploie le terme de *capitulum*. Cela n'a cependant pas empêché à Montferrand le développement d'une "religion urbaine" propre à (sur)compenser son

déficit de sainteté par l'arrivée de reliques de la Croix¹⁰ et par un chapitre autoproclamé¹¹.

- 11 Quand Clermont possède pas moins de quatorze paroisses, dont quatre ont leur siège *intra muros*, et même 17 si on y ajoute les trois de Chamalières, Montferrand n'en a qu'une, centrifuge, dont la collation relève de réguliers. Cette paroisse unique s'insère dans un semis paroissial déjà dense dans la périphérie rurale et orientale de Clermont.

Le réseau des églises rurales avant et après la fondation de Montferrand

Fig. 1 : L'insertion de Montferrand dans le réseau ecclésial de la Limagne



Emmanuel Grélois, 2018

- 12 Les toponymes les plus anciens, d'origine antique¹² ou haut-médiévale¹³, recensés dans le futur ressort de la ville de Montferrand réfèrent intrinsèquement à des domaines ruraux (*villae, praedia*: Neyrat, Marsat, Gandaillat) ou à des formations paysagères (Herbet, Praslong), jamais à des réalités ou institutions urbaines, au contraire de ce que révèle la toponymie clermontoise *stricto sensu*. Au-delà de Chantoin et de Notre-Dame-du-Port, au nord-est du Clermont ecclésial que décrit et délimite le *Libellus* à la fin du X^e siècle, commence la Grande Limagne où vient s'insérer Montferrand, espace nullement vierge d'habitats, encore moins d'églises, au début du XII^e siècle. Avant même l'arrivée des communautés régulières, une demi-douzaine d'églises rurales enserré le futur territoire de la juridiction montferrandaise: Aulnat, Pressat, Gandaillat, Ségur, Neyrat, Saint-Avit, auxquelles il convient d'ajouter, en limite de Clermont, Chantoin et, plus à l'est, Marmilhat.

- 13 Mentionnée en 958, l'église d'Aulnat relève de longue date de l'évêque et des chanoines de Clermont jusqu'à sa cession aux chanoines réguliers de Chantoin à l'orée du XIII^e siècle. L'actuel ressort communal d'Aulnat présente une double anomalie morphologique : de dimensions ridicules (421 ha) par rapport à ceux des communes voisines, il frôle en outre le village côté ouest en direction de Montferrand, alors qu'aucune contrainte topographique ou hydrographique ne saurait l'expliquer. Ces données suggèrent que le ressort territorial primitif d'Aulnat (paroissial ou seigneurial) a été ultérieurement amputé au profit de Montferrand. Aux arguments déjà avancés ailleurs (Praslong d'abord associé à Aulnat puis subdivisé en faveur de Montferrand¹⁴) s'ajoute la mention, dans le cartulaire en rouleau du chapitre cathédral (première moitié du XI^e siècle) d'une *appendaria* située dans la *villa de Martlac*¹⁵, où il faut sans doute corriger la cacographie en *Martsac* (s en crosse confondu avec un l par le copiste) et reconnaître le nom de *Marsat*, réduit plus tard en simple nom de terroir, immédiatement au nord-est de la butte de Montferrand.
- 14 Pressat, dont le nom de formation antique dénote une *villa*, comprend une église attestée au XIII^e siècle, qui sert de limite à la justice de Montferrand du côté de Lempdes lors de sa délimitation en 1292. Preuve de la rétrogradation du site en simple terroir, son nom est bientôt supplanté par celui d'*Ecclesia Fracta* ou *Gleysa Frayta* (resté au cadastre sous la forme « Lize Faite »), à la jonction des communes actuelles de Lempdes, Aulnat et Clermont-Ferrand.
- 15 À moins de 1 km à l'ouest, l'église de Gandaillat, dédiée à saint Julien et mentionnée depuis la seconde moitié du XII^e siècle, tient le rang de paroissiale en 1190. Par la suite, l'écart périclite et l'église, apparemment dépouillée de sa fonction paroissiale, perdure sous l'appellation archaïsante d'*obedientia* (1239) pour désigner un important domaine agricole exploité en régie directe par les chanoines de Clermont, à l'instar des domaines voisins de Marmilhat et de Grange-Blanche (commune de Malintrat) qui sont mis en valeur respectivement par les moines de La Chaise-Dieu et par les cisterciens de Montpeyrroux, deux communautés régulières implantées précocement en Grande Limagne au XII^e siècle.
- 16 Plus près encore de Montferrand, l'église de Ségur est fondée dans la première moitié du XI^e siècle (avant 1053), à l'usage des chanoines de Clermont, par un certain Goufier (*Golferius*), fils de Jean et d'Angèle, et par son épouse Adalgarde avec leur fils Bernard¹⁶. Avant 1077, la *mansio* et la *curtis* de Ségur sont dans la main d'un certain Bernard *Coraula*, qui en garde l'usufruit viager¹⁷ et qu'on a tout lieu d'identifier avec le fils des fondateurs, le bien devant après sa mort revenir aux chanoines. Sous l'évêque Durand (1077-1095), Ségur relève de l'*obediencia* du doyen du Port, les chanoines du Port, sans temporel propre, dépendant encore de l'évêque ; des revenus perçus à Ségur sont affectés, si nécessaire, à l'acquisition par les chanoines de Clermont d'une église – Saint-Martin-de-Tours près de Rochefort [-Montagne] – et surtout de la terre de Saint-Beauzire, que détient jusque-là une certaine *Manica Rubea*, fille de Goufier de Jaligny¹⁸ : ce Goufier ne doit pas être autre que le fondateur de Ségur. À la même époque, marquée par le souffle réformateur "grégorien" ou clunisien, Bernard *Coraula*, devenu capiscole (écolâtre) de Clermont, restitue à l'Église de Clermont, avec l'abbé de la cathédrale Atton, la terre des Escures, immédiatement voisine de Ségur au sud, en deçà du pont d'Herbet ; son neveu et héritier, Guillaume d'Ernhon, reçoit en contrepartie « tout ce qui est concédé à un chanoine », autrement dit une prébende à Clermont¹⁹. Avant 1191, Ségur passe aux Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, et en relèvent les dépendances

de Culhat et de la Foulhouze, outre Allier. L'église baptismale de Ségur est alors dédiée à saint Jean.

- 17 Au nord-est de Montferrand, Neyrat figure parmi les églises confirmées par bulles à l'abbaye bénédictine de Saint-Alyre en 1165 et 1188 mais, comme Gandaillat en 1190²⁰, la paroisse attestée en 1206 n'est plus qu'un souvenir au-delà de cette date : bien que confirmée en 1547 comme distincte de Montferrand, la paroisse de Neyrat se réduit à une dîmerie et à un curé sans paroissiens. La consistance de l'écart est mieux connue que celle des autres localités dotées d'une église : chapelle, clos de vignes, quelques maisons, un bois, un *oratorium* (croix de carrefour).
- 18 Ultime avancée des églises clermontoises à l'est, Chantoin et ses deux églises accueillent à partir de 1199 un couvent de chanoines réguliers. En dehors du territoire juridictionnel de Montferrand (connu en 1292) qui s'étend jusqu'au pont de Grioule, Chantoin n'en marque que mieux le contraste entre un Clermont aux 54 églises et une Limagne rurale où naît Montferrand. La géographie ecclésiale du *Libellus* (vers 972-987), si elle intègre les actuelles communes de Blanzat, Nohanent, Durtol, Orcines, Royat et Chamalières, exclut en totalité l'espace futur de Montferrand : Gandaillat ou Aulnat n'en relèvent donc pas.
- 19 En dehors de l'actuelle commune de Clermont-Ferrand mais sur le Bédât et entre Cébazat, Gerzat et Neyrat, au pont de l'hôpital de Cébazat, la localité de Saint-Avit comprend une église (sans doute paroissiale au XII^e siècle puisque les taxes sur les mariages, *cartas matrimonii*, sont confirmées aux prémontrés de Saint-André²¹), un manoir et un moulin. En 1208, la seigneurie locale appartient aux frères *Eldinus et J. Espaclara*²².
- 20 Plus près mais à l'extérieur de la future ville, avant 1200 probablement, on relève encore plusieurs autres églises : au sud Herbet, la léproserie de Montferrand ; au sud-est le moûtier Saint-Robert, prieuré de La Chaise-Dieu ; mal localisé, Saint-Antoine[-de-Viennois] ; enfin, la chapelle de la Rodade à l'ouest (sur laquelle on reviendra plus tard). En ville ou à proximité immédiate, on trouve le Temple et, plus tard, au XIII^e siècle, à l'extérieur de la porte de Bise (au nord) le couvent des Cordeliers. Les années 1190 sont donc marquées par l'arrivée conjointe de la léproserie, des Templiers, des Hospitaliers et des Antonins, à côté des Casadéens plus anciennement implantés.
- 21 Seul cas avéré, dans toute la Limagne, de recomposition paroissiale par déclassement (et non par érection ou démembrement) autour des années 1200, Saint-Avit, Neyrat, Gandaillat et sans doute Ségur perdent leur statut d'église paroissiale au profit du monopole de La Chaise-Dieu sur les églises de Montferrand, bien que le siège de la paroisse urbaine soit hors la ville. Autre indice de cette recomposition tardive, une part de la censive et de la paroisse (deux modalités du même *dominium*) de Notre-Dame-du-Port intègre la justice de Montferrand : cette anomalie morphologique suggère qu'avant la formation de la paroisse montferrandaise les paroisses du Port et de Gandaillat étaient jointives. Au XV^e siècle, la dîme de Gandaillat, alors levée dans la justice de Montferrand, est partagée entre des bourgeois de Montferrand, le chapitre cathédral de Clermont (comme ancien curé primitif et seigneur éminent d'Aulnat), le chapitre du Port (dont la censive couvre le sud de la justice de Montferrand) et Saint-Alyre (à raison de Neyrat)²³.

- 22 La reconfiguration paroissiale concomitante avec l'arrivée concurrente d'ordres religieux invite à examiner attentivement le contexte local des années 1190 et à remonter le temps jusqu'à la fondation de la paroisse de Montferrand.

La concurrence entre établissements religieux (1190-1206) et l'interprétation de la cession du droit paroissial à La Chaise-Dieu (1136)

- 23 Les années 1190 sont marquées à Montferrand par l'arrivée successive (et probablement dans cet ordre) des Hospitaliers (avant 1191), des Templiers, des Antonins et, à Clermont mais près du pont de Grioule, des chanoines réguliers à Chantoin (1199). La léproserie d'Herbet ne doit guère être plus ancienne.
- 24 Selon une bulle d'Innocent III (12 juin 1206), les Hospitaliers de Saint-Jean, au préjudice du prieur casadéen de Saint-Robert, administrent les sacrements et accordent la sépulture aux paroissiens de Montferrand, fussent-ils excommuniés. Outre une indemnisation à La Chaise-Dieu pour le préjudice causé, il est décidé que le quart des revenus que les Hospitaliers recevaient à raison des sacrements administrés et des sépultures, à la condition cependant que les défunts en aient fait de leur vivant la demande expresse (par testament), iraient au prieur casadéen en tant que curé primitif²⁴. Déjà auparavant, en 1200-1201, le pape Innocent III avait pris la défense des Templiers de Montferrand, récemment installés, dans un conflit les opposant aux moines de Saint-Pourçain (lesquels dépendent de l'abbaye de Tournus) mais dont l'objet demeure inconnu²⁵ : est-ce à dire que Tournus a voulu s'implanter à Montferrand ? De ces deux différends arbitrés par Rome, il ressort en tout cas que les revenus engendrés par la ville et l'encadrement de ses paroissiens suscitent la convoitise des réguliers.
- 25 Quelques années plus tôt, entre 1196 et 1199, la « comtesse » et son fils Guillaume (*alias* Dauphin) octroient aux bourgeois de Montferrand leur première charte de coutumes. Si ce document entérine la reconnaissance institutionnelle de la communauté d'habitants, les événements survenus auparavant, que rapporte un acte pontifical de Célestin II (1194)²⁶, en montrent la préfiguration. Vers 1190-1191, contre l'avis des Hospitaliers de Saint-Jean (détenteurs de l'église baptismale de Ségur dont relève le *castrum*), des moines casadéens du Moûtier (détenteurs du monopole paroissial et seuls habilités à autoriser la construction d'une nouvelle église) et enfin de (Robert) Dauphin, comte d'Auvergne (seigneur laïque), les bourgeois de Montferrand construisent une église dans le *castrum*, que l'évêque de Clermont, Gilbert, accepte de consacrer malgré l'appel interjeté au pape par les religieux. Proposée par Dauphin et acceptée par l'archevêque de Bordeaux, que le pape avait chargé d'enquêter sur l'affaire, la solution envisagée vise à céder aux Hospitaliers la possession de l'oratoire et du cimetière consacrés. Mais le pape casse le compromis, qu'il juge nul au regard du droit canon, puisque venant d'un laïc : l'oratoire doit en principe être totalement détruit, condition pour que soit levée l'excommunication dont sont frappés des clercs et trois bourgeois.
- 26 Cette source riche et complexe permet d'établir plusieurs faits. La présence religieuse – ici paroisse Saint-Jean et moûtier Saint-Robert – étant maintenue à l'extérieur de la ville, l'initiative bourgeoise visant à édifier un sanctuaire dans l'agglomération échoue. Les Hospitaliers possèdent la chapelle Saint-Jean avec le droit paroissial afférent, mais

la nomination du desservant appartient à La Chaise-Dieu ; aucune paroisse ne saurait être fondée dans la ville en dehors du monopole acquis par Saint-Robert. L'acte de 1194 rappelle à raison que Ségur est une église baptismale de fondation ancienne, dont le *jus parochiale* a été ultérieurement accordé à La Chaise-Dieu. Mais il ajoute un élément plus problématique : ce transfert du droit paroissial à La Chaise-Dieu serait dû à Calixte II (1119-1124) et aurait été confirmé par les papes Eugène III (1145-1153), Adrien IV (1154-1159), Alexandre III (1159-1181) et Lucius III (1181-1185), selon une tradition qui trouve un écho dans des documents casadéens connus seulement par des copies et éditions modernes. Or ce droit paroissial sur toutes les églises de Montferrand, présentes et à venir, a été cédé exclusivement à La Chaise-Dieu, non par Calixte II, mais par Aimeri, évêque de Clermont et seulement en 1136 (acte original²⁷).

- 27 Deux traditions contradictoires rapportent donc la cession du droit paroissial : l'une l'attribue à Calixte II au nom du comte, l'autre à l'évêque Aimeri sans mention de donateur laïque. L'acte de 1136 est en cela cohérent avec la bulle d'Honorius III qui, en 1224 encore, rappelle la donation d'Aimeri²⁸. Mais l'acte pontifical de 1194 s'accorde avec deux chartes de Guillaume VII, comte d'Auvergne, et de son fils Dauphin supposées confirmer en 1166 et vers 1169 ce monopole paroissial à La Chaise-Dieu ; les copies et éditions²⁹ comportent cependant des signes concordants de falsification (graphies, anachronismes).
- 28 De plus, dans la première moitié du XII^e siècle, les transferts d'églises par les seigneurs fonciers aux monastères se font par la main de l'évêque, comme pour effacer le souvenir du seigneur laïque. L'acte original de 1136, même au sein de la liste de témoins, omet le nom du fondateur du château et, partant, du détenteur naturel de la première église de Montferrand, comme si l'évêque Aimeri (1111-1151) et les pratiques réformatrices ne pouvaient en tolérer le souvenir et qu'il était préférable de faire croire à l'absence de paroisse dont auraient relevé les premiers habitants avant 1136³⁰.
- 29 Résumons : en 1136, un donateur inconnu cède à La Chaise-Dieu le droit paroissial sur les églises (pluriel) du château de Montferrand ; soutenir que c'est le comte d'Auvergne n'est pas autrement fondé. Le récit de Suger sur le siège de Montferrand, que mène l'armée royale de Louis VI vers 1126 pour soutenir le clergé d'Auvergne contre le comte d'Auvergne, montre que les *milites* du comte sont postés à Montferrand, non qu'il en est le fondateur³¹. Confirmé par Louis VII, l'accord de 1145 entre le clergé (évêque et chanoines) de Clermont et le comte au sujet des marchés tenus par les habitants de Clermont et par ceux de Montferrand, par lequel le comte cède en outre à l'Église de Clermont des rentes en froment sur la ville de Montferrand, est de surcroît ratifié en 1162 par une bulle d'Alexandre III³² : il faut que l'affaire soit assez importante et comporte une dimension ecclésiastique pour qu'elle remonte en si haut lieu. Or 1162 est aussi le moment où Alexandre III, de passage en Auvergne, délivre le plus ancien document conservé au chartrier de l'abbaye bénédictine de Saint-Alyre, qui autorise les moines à élargir leur patrimoine³³. Au milieu du XII^e siècle, le comte d'Auvergne détient donc des droits éminents sur Montferrand (château, seigneurie foncière) mais probablement pas sur tout son espace en formation. La butte où grandit la ville semble en proie, côté ecclésiastique, aux convoitises de Saint-Alyre (à raison de Neyrat) et de La Chaise-Dieu (au titre de Saint-Robert), et probablement, du côté laïque, des seigneurs de Neyrat et des comtes. En est un indice, dans une étonnante notice figurant dans le nécrologe de Saint-Alyre³⁴, l'invention des martyrs de Neyrat, « massacrés pour la liberté de l'Église », qui apportent un surcroît de légitimité à Saint-Alyre face à

La Chaise-Dieu, établissement pourtant réformateur, dans l'enjeu que constitue l'encadrement des fidèles montferrandais.

Problèmes pendants et hypothèses sur le premier siècle de Montferrand

- 30 Il convient à présent d'aborder une série de questions épineuses mais fondamentales à propos des origines de Montferrand, ou plutôt de son premier siècle d'existence : l'occupation de la butte montferrandaise avant la création de la ville, les seigneurs détenteurs des droits éminents sur le sol antérieurement à la fondation et potentiellement fondateurs, l'identité de la « comtesse G. » et enfin la signification du toponyme Montferrand.

Qu'y avait-il sur la butte avant la ville ? La Rodade et son Sépulcre

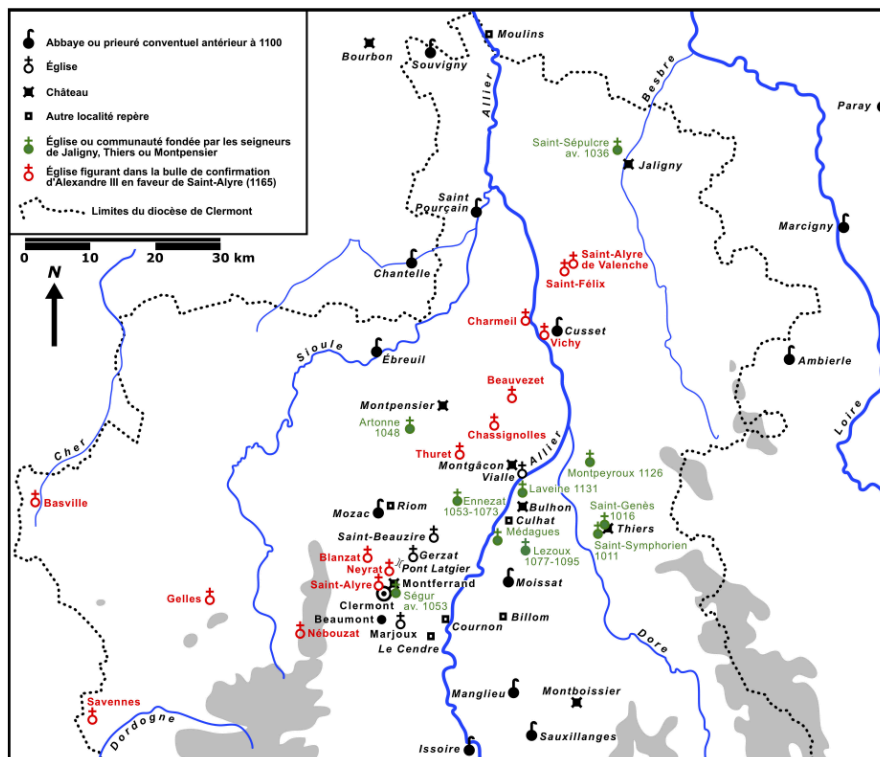
- 31 Probablement couverte de vignes, la butte surplombe la Grande Limagne céréalière parsemée d'un dense réseau de *villae* romaines puis de manses au Moyen Âge central. Bien connue aux environs, la toponymie n'a cependant pas livré le nom que portait la butte avant la ville. Le nom de Montferrand, apparu avec la fondation de la localité, dénomme de façon intrinsèque la ville et ne lui est pas antérieur (on y reviendra plus loin) ; il a dû en recouvrir un autre, rural, aussitôt éradiqué. Peut-être certains terroirs proches, comme *Marsat*, en gardent-ils la trace, mais aucun ne renvoie intrinsèquement à une éminence, au contraire des puys de Crouel et de Chanturgue ou encore de *Chastel Graissant* (ancien nom du puy de la Poix) ou de *Monternó*, mal localisé (vers Cébazat).
- 32 Le site du premier château, sur le versant oriental de la butte, n'en est pas le point le plus élevé. Plus à l'ouest, le sommet se trouve encore aujourd'hui au nord-ouest de la place de la Rodade. Le nom *la Rodada*, de formation occitane, est la substantivation du participe passé (à valeur active ou passive) du verbe *rodar*, « tourner autour », « aller en rond » (à comparer, dans un sens voisin, avec le français *rôder*). Le mot semble non pas remonter à un nom commun (du lexique) mais plutôt sous-entendre par ellipse un substantif féminin avec lequel s'accorde l'adjectif féminin *rodada*. Reste donc à cerner quel a pu être ce nom féminin, quelle réalité objective a motivé le toponyme³⁵.
- 33 L'examen des autres toponymes voisins et cooccurrents de *la Rodade* suggère une piste plausible. À proximité immédiate de la Rodade existe un lieu appelé *lo Sepulcre*, attesté dans deux registres pour Notre-Dame-du-Port, vers 1220 dans le *Memorial de Johan Bernart* (« *al Sepulcre* », « *l'ort soz lo Sepulcre* ») et en 1242 dans le terrier Dogue (« *sotz la gleiza del Sepulcre* »)³⁶. Il y avait donc, au moins depuis le début du XIII^e siècle, une église du Sépulcre à Montferrand. La motivation de *rodada* peut recevoir deux explications : soit c'est un nom à valeur active (comme *promenade* ou *balade*), signifiant « contournement », « promenade circulaire » autour de l'église ainsi contournée ; soit il faut comprendre que, pour les Montferrandais, la manière la plus courante de désigner l'église du Sépulcre était *la Rodada* parce que c'était littéralement « [l'église] contournée » ou « [l'église] qu'on évite en tournant autour », auquel cas *rodada* est la substantivation d'un adjectif à sens passif avec ellipse d'*ecclesia/gleiza*. Les comptes

consulaires apprennent qu'au XIV^e siècle l'église de la Rodade est placée sous le vocable de saint Georges³⁷.

- 34 Les églises du Saint-Sépulcre fondées à l'époque romane ont pour modèle la basilique du Saint-Sépulcre à Jérusalem que pèlerins et croisés ont vue en Terre sainte : il en va ainsi de Neuvy-Saint-Sépulchre (Berry). Deux autres églises du Sépulcre existent dans le diocèse de Clermont : l'une près de Jaligny (dans l'actuelle commune de Thionne), édifice fondé au début du XI^e siècle par Hector (ou Ithier) de Jaligny à son retour de Jérusalem et donné à l'église de Clermont en 1036, avant un transfert ultérieur à La Chaise-Dieu, avant 1146³⁸ ; l'autre à Laveine, mentionnée depuis 1095 (bulle d'Urbain II pour Cluny, qui y établit des moniales avant 1131) et fondée par les seigneurs de Bulhon, apparentés aux Jaligny. Les trois sanctuaires du Saint-Sépulcre semblent donc avoir des fondateurs très proches par la parenté.

Quels étaient les premiers seigneurs de Montferrand ? La piste des Jaligny

Fig. 2 : Les seigneurs de Jaligny et les possessions de Saint-Alyre en Auvergne septentrionale



Emmanuel Gréolois, 2018

- 35 La bulle générale (1165) par laquelle Alexandre III confirme les possessions de l'abbaye de Saint-Alyre esquisse une géographie surprenante et fournit un indice décisif. La majorité des églises (paroissiales) acquises par les bénédictins, hormis quelques possessions plus à l'ouest (Savennes, Gelles, Basville, Nébouzat), dessine un axe nord-est/sud-ouest venant de la région de Vichy à travers la Grande Limagne jusqu'à Clermont, délaissant les espaces méridionaux. Mieux, la bulle de 1165 confirme les moines dans la possession de 16 églises, mais aussi de terres et rentes provenant d'une

donation de Faucon de Jaligny (*ex dono Falconis de Jaliniaco terras et redditus*). Cette donation est assez importante pour être confirmée (*ex dono Falconis de Galinec*) par une autre bulle d'Alexandre III non datée (mais donnée au Latran un 7 mars, et donc nécessairement en 1166 ou 1167³⁹), comprenant des droits localisés depuis *Pont Latgier* jusqu'à Beaumont et surtout la seigneurie sur le bourg de Saint-Alyre (*dominium de villa Sancti Elidii*). Au même moment (1165), Alexandre III accorde une bulle similaire aux moniales bénédictines de Beaumont (le pendant féminin de Saint-Alyre, au sud de Clermont), qui se voient confirmer la possession d'églises et surtout de terres en Limagne jusqu'au Cendre en incluant l'église de Marjoux au sud-ouest de Clermont.

- 36 En 1208, *Eldinus Espaclara* et son frère Jean font hommage à l'abbé de Saint-Alyre pour les mêmes possessions, exprimées et localisées avec plus de précision, « pour les dîmes qu'ils ont depuis Neyrat jusqu'à Ladoux et depuis Gerzat jusqu'au bois de Neyrat, ainsi que pour des maisons qu'ils sont dans le bourg de Saint-Alyre⁴⁰ » : les biens cédés avant 1165 par les Jaligny aux moines ont donc été repris en fief de ces moines et les frères *Espaclara* ne sont autres que les descendants et successeurs des Jaligny. Rappelons en outre que ce sont ces mêmes Jaligny qui avaient fondé l'église de Ségur dans la première moitié du XI^e siècle.
- 37 Les Jaligny, à lire Christian Lauranson-Rosaz ou plus récemment Emma Bouvard⁴¹ (qui en a précisé la généalogie et souligné l'importance dans la fondation de Montpeyroux, premier établissement cistercien dans le diocèse de Clermont), seraient un lignage de troisième rang, au-dessous des comtes et des puissants barons représentés dans la partie septentrionale de l'Auvergne par les Bourbon et les Thiers-Montboissier. Le premier Jaligny connu sous ce nom est Hector (Ithier), qui en 1036, on l'a vu, donne à l'église de Clermont le Saint-Sépulcre qu'il avait édifié près de son château. Bien documentés par les cartulaires de Cluny, Paray-le-Monial, Marcigny, Sauxillanges, par la chronique de Moissat et par les chartiers de Tournus et de la cathédrale de Clermont mais encore par la chronique des seigneurs d'Amboise, les Jaligny paraissent avoir pour origine de leur puissance la *curtis* de Huillaux et celle de Lenax, aux confins des évêchés de Clermont, Autun, Mâcon et Lyon, qui passent à Cluny entre 955 (Étienne et Ermengarde, donateurs, le premier souscripteur après eux étant un certain *Heldinus*, qui peut être leur propre fils) et le début du XI^e siècle pour en devenir une *obedientia*⁴². Ils investissent alors des châteaux mieux situés, en plaine ou dans des vallées (Besbre, Allier, Sioule) et plus près du couloir de la Limagne : Jaligny, Thiers, sans doute Montpensier, Thuret, Bulhon, Montboissier.
- 38 Leur statut de propriétaires de *curtes* données à des établissements monastiques à l'instar de ce que font les ducs, comtes et lignages du futurs grands barons (comme les Mercœur dans le sud de l'Auvergne), la confirmation de leur cession de Huillaux en présence du comte et de l'évêque Étienne II à la cour comtale d'Ennezat (en Limagne), le rôle vraisemblable de gardien de château public à Montpensier aux alentours de l'an mil, enfin la donation en 1056 aux moines de Tournus du « Pré Vicomtal⁴³ » (à Jaligny ou dans les environs) – tous ces éléments suggèrent que les Jaligny furent au X^e siècle des vicomtes implantés au nord-est de l'Auvergne. Signe de leur puissance et de leurs ambitions, ils nouent des alliances centrifuges avec les seigneurs de Bourbon en Auvergne, de Châtillon [-en-Bazois] dans l'Autunois et surtout d'Amboise dans le val de Loire. La chronique des seigneurs d'Amboise permet de préciser les possessions des Jaligny, notamment en Limagne, et dans quelles circonstances, à la suite de conflits fratricides, leur nom disparaît en se fondant dans ceux des Amboise et des Châtillon ;

un lignage cadet se recentre sur la Limagne, autour de Saint-Beauzire, Saint-Alyre et Neyrat, dont les *Espaclar* sont les héritiers, mais encore autour de châteaux : Montgâcon, Thuret, Bulhon. Pister les Jaligny ou leurs vassaux est facilité par leur marquage anthroponymique, recourant aux noms *Falconus*, *Eldinus*, Ithier (ou Hector, variante savante et grécisante), dans une moindre mesure Chatard (*Teotardus*).

- 39 On en conclura que les seigneurs de Jaligny, au cours du XII^e siècle, sont encore les maîtres du sol dans une grande partie de la Limagne, tout particulièrement à Saint-Beauzire, Gerzat, Cébazat, Neyrat, Saint-Alyre, mais aussi à l'est de Clermont (Ségur) : il y a donc toutes les chances que la butte de Montferrand, au moins sa partie ouest, ait fait partie du *dominium* des Jaligny et que ces derniers aient fondé le Sépulcre de la Rodade, à l'instar de ceux de Jaligny et de Laveine. Une difficulté demeure : y a-t-il un lien entre les Jaligny et la « comtesse G. » ?

Qui était la « comtesse G. » ? – La comtesse E. !

- 40 La charte de coutumes de Montferrand est accordée à la toute fin du XII^e siècle par la « comtesse G. » et son fils Guillaume/Dauphin, non par le comte lui-même, comme si Montferrand était secondaire pour les comtes dauphins, qui préférèrent asseoir leur puissance sur Chamalières et, bientôt, et sur Vodable. On a vu dans Montferrand un douaire pour les comtesses, d'abord pour « G. », à la génération suivante pour *Hugua* puis Isabelle, épouses successives de Guillaume⁴⁴. Il se pourrait tout aussi bien que « G. » ait reçu Montferrand non en douaire de son époux, le comte Guillaume, mais en héritage de son père, et qu'à cet égard elle soit dame au moins d'une partie de la butte – à l'ouest, où se trouve la chapelle de la Rodade, sur le point le plus haut de la butte, en vis-à-vis du château.
- 41 L'identité de la comtesse demeure l'objet d'hypothèses. « G. » abrège rarement un nom masculin, en dehors de Gilbert (évêque de 1190 à 1195) et exceptionnellement pour Guillaume, ordinairement abrégé « W. » ; « Gui » (*Wido*) n'est jamais abrégé et Géraud est graphié « Ger. » (avec abréviation de *er* par suspension). La lecture G. est donc suspecte, autant pour un homme que pour une femme. En outre, les trois actes où figure la comtesse se signalent par des détails qui méritent attention : la charte de coutumes de Montferrand, connue par un vidimus de 1249 (n. st.), porte seulement *li comtessa* ; l'acte original non daté concernant Saint-Antoine-de-Viennois⁴⁵ laisse un blanc devant *venerabili comitisse*, à l'emplacement où aurait dû figurer son nom de baptême ; seul son testament, connu par l'édition de Baluze, donne *ego G., comitissa Montisferrandi*. Surtout, le seul autre acte qui indique l'initiale de son nom, fait à Montferrand *ante capellam* par son fils Guillaume et relatif à l'exécution de ses clauses testamentaires peu de temps après sa mort (juin 1199), comporte, dans l'édition qu'en a également laissée Baluze, *comitissæ E. matri meæ*⁴⁶. D'un point de vue paléographique, la confusion entre les lettres onciales *E* et *G* s'explique aisément. Or dans les textes auvergnats contemporains, « E. » sert à abrégé, au masculin, *Eldinus*, de sorte qu'appliquée au féminin l'abréviation renverrait alors à *Eldina*, ce qui en ferait une Jaligny ou apparentée. Cette hypothèse demande à être étayée et on ne peut exclure une autre interprétation de *E.*, par exemple *Elizabeth* ou *Elieus* (= Aliénor).
- 42 Quant à la dénomination *comitissa*, on peut en envisager trois explications : soit *E.* est la fille d'un comte (d'un comté non identifié, hypothèse la plus couramment admise) comme l'est plus tard par exemple Agnès de Montpensier (comtesse parce que fille de

Hugues, comte de Chalon)⁴⁷ ; soit elle est l'épouse d'un comte (de même qu'on appelait jadis *la Générale* l'épouse d'un général) ; soit encore il s'agit non d'un titre mais d'un nom propre, *Comitissa* ou (*li*) *Comtessa*, à l'instar de *Marquisa* chez les comtes d'Albon ou de la tournure avec article, dérivée du fief éponyme, *la Builona* pour l'une des filles de Peironelle de Bulhon⁴⁸. De ces trois hypothèses, la première est la moins vraisemblable, les deux dernières n'étant pas exclusives l'une de l'autre. La « comtesse E. » (comme il faut désormais l'appeler) est assurément l'épouse du comte Guillaume mais peut également avoir pris le surnom « Comtesse », de même que son mari a pris le surnom « Dauphin ». Cette troisième hypothèse expliquerait l'incertitude du scribe dans la charte pour les Antonins et l'absence de nom de baptême en dehors des documents testamentaires. La solution figurait peut-être dans les folios de l'obituaire de Saint-Alyre aujourd'hui manquants⁴⁹.

Que signifie le toponyme *Montferrand* ? Un pied de nez à Clermont ?

- 43 Sans revenir sur les nombreuses hypothèses parfois farfelues, il importe d'examiner les formes attestées en latin et leurs marques casuelles : le nominatif est toujours *Monsferrandus* et le génitif *Montisferrandi*, en dehors de l'exception aisément compréhensible des chartes royales ou pontificales rédigées par des clercs non auvergnats, où figure la forme atypique *Monsferrandi*. « Ferrand » est donc un adjectif accordé avec *Mons*, en aucun cas un nom propre (anthroponyme) qui rappellerait un lignage éponyme. La valeur de l'adjectif ne peut être celle, avancée parfois, de *ferrax* (« terrible »). L'adjectif latin *ferrandus*, « qui doit être ferré », c'est-à-dire « armé de fer », s'il convient en apparence à un château, pose néanmoins une difficulté : dire en effet d'un château qu'il doit être armé serait parfaitement redondant ou signifierait qu'il n'est pas muni des organes défensifs qui définissent les châteaux, aberration pour un toponyme destiné à durer.
- 44 En revanche, en occitan du début du XII^e siècle (langue dans laquelle a été formée le toponyme *Montferrant* avec la finale -t), *ferrant* se dit de la couleur gris clair pour désigner la robe d'un animal ou les cheveux poivre et sel d'un être humain. Dans cette hypothèse, Montferrand désignerait alors un « mont grisâtre », sans doute en référence à la couleur de la pierre de la butte volcanique, mais peut-être surtout pour répliquer, par un jeu de mots, au « mont clair » épiscopal que désigne littéralement Clermont. Ironie de Clermont vis-à-vis d'une couleur fade de Montferrand (désignation exogène) ou pied de nez assumé des Montferrandais à la cité épiscopale (désignation endogène) ? L'interprétation reste ouverte.

Conclusion

- 45 On peut à présent proposer un scénario renouvelé pour les origines de Montferrand, à titre d'hypothèse de travail en attendant de l'affiner, confirmer ou infirmer. Pendant une longue partie du XII^e siècle, la butte où s'est fixé Montferrand vers 1120 comprend deux secteurs bien différenciés. À l'ouest, dans la paroisse de Neyrat, dominant les Jaligny, donateurs à l'origine de l'essor de l'abbaye Saint-Alyre près de Clermont et fondateurs du Sépulcre de la Rodade. À l'est, où est bâti le château assiégé vers 1126 et où La Chaise-Dieu établit le moûtier Saint-Robert en contrebas de la butte, aux confins des paroisses d'Aulnat et de Gandaillat, les détenteurs du *dominium* sont plus incertains.

Deux hypothèses sont possibles : soit les mêmes Jaligny, vassaux des comtes d'Auvergne, soit les comtes d'Auvergne (et bientôt la branche des dauphins), qui possèdent aussi le château d'Aulnat jusqu'en 1253. Si *E.* est une Jaligny, alors son mariage avec Robert Dauphin († 1234) non seulement permet au comte d'Auvergne de se dire *comes Montisferrandi* (non que Montferrand soit ville comtale mais parce qu'il est comte d'Auvergne et seigneur de Montferrand par son alliance), mais permet aussi la fusion des deux parties de la butte sous une même juridiction, exercée non par le comte mais par son épouse *E.* (jusqu'en 1199) et par leur fils Guillaume († 1240).

- 46 Deux constructions parallèles se dessinent : d'une part la réorganisation paroissiale au profit de Saint-Robert et au détriment de Neyrat, Saint-Avit, Aulnat, Gandaillat et peut-être Ségur, qui cependant n'aboutit pas à l'érection d'une église paroissiale dans la ville même ; d'autre part la formation d'une seigneurie urbaine unique et bientôt du consulat – institutions laïques dont la genèse est grandement éclairée par des sources disparates qui, bien qu'ecclésiastiques, n'en révèlent pas moins les rapports de pouvoirs entre grands lignages laïques.

NOTES

1. Les lignes qui suivent n'en sont qu'une première esquisse, limitant les références et citations. Nous prévoyons d'y consacrer de plus amples développements, édition critique de sources à l'appui. Sauf mention contraire, les cotes d'archives renvoient aux Archives départementales du Puy-de-Dôme.

2. 4 G 558, f° 29 v°.

3. 4 G 558, f° 29 r°-29 v° : lors de sa déposition, il prétend même avoir environ 95 ans.

4. Il est mentionné entre 1379 et 1385 comme fondé de pouvoir de la ville dans les procès intentés par les consuls devant l'officialité de Clermont (édition des comptabilités en préparation par R. Anthony Lodge), notamment pour « le fait d'Herbet », conflit autour de la juridiction de la léproserie que l'évêque conteste aux consuls.

5. 4 G 558, f° 88 v°-89 r°.

6. Emmanuel Teilhard de Chardin, *La première charte de coutumes de Montferrand*, Toulouse, Privat, 1891, p. 19, § 15.

7. BnF, ms. lat. 17714, f° 32 r°-33 r° ; Lucien Drouot (éd.), *Notes et documents pour servir à l'histoire du Livradois, du Vallorgue et des pays de la vallée de la Dore*, t. 3, 1995, p. 69-70.

8. BnF, ms. lat. 17714, f° 1 r°-2 r° ; L. Drouot (éd.), *Notes et documents [...]*, p. 27-28. Champis doit être Champs (commune, arr. de Riom, Puy-de-Dôme).

9. Ludovic Viallet, « Les communautés de prêtres des cathédrales et collégiales dans les villes de la fin du Moyen Âge : modèle canonial, réseaux sociaux et identité urbaine », *Revue d'histoire de l'Église de France*, t. 93, 2007, p. 218-219.

10. Ambroise Tardieu, *Histoire de la ville de Montferrand et du bourg de Chamalières en Auvergne*, Moulins, Desrosiers, 1875, p. 38.

11. À Besse, la communauté de prêtres se dote de stalles somptueuses au XVI^e siècle, sans que l'église soit promue au rang de collégiale.

12. Emmanuel Grémois et Jean-Pierre Chambon, *Les noms de lieux antiques et tardo-antiques d'Augustonemetum / Clermont-Ferrand. Étude de linguistique historique*, Strasbourg, 2008 : documentation sur les églises d'Aulnat, Pressat, Gandaillat, Ségur, Neyrat.
13. J.-P. Chambon, E. Grémois, « La strate haut-médiévale (paléo-occitane) dans la toponymie de Clermont-Ferrand (ca 700-ca 1000). Essai de synthèse », *Nouvelle revue d'onomastique*, n° 56, 2014, p. 51.
14. *Ibid.*, p. 46. Le ressort primitif d'Aulnat a probablement été également amputé dans sa partie orientale au profit des Templiers (village puis domaine du Temple-d'Aulnat, ultérieurement rattaché à Pont-du-Château).
15. E. Grémois, Marie Saudan, *Chartes et documents de l'Église de Clermont antérieurs au XII^e siècle*, Paris, CNRS Éditions, 2015, n° 37-16, p. 130.
16. *Ibid.*, n° 42, p. 139-140.
17. *Ibid.*, n° 49, p. 149.
18. *Ibid.*, n° 57, p. 160-161. En 1120, les chanoines de Clermont détiennent la moitié de la *villa Sancti Baudelii* (3 G, arm. 11, sac P, c. 11).
19. *Ibid.*, n° 58, p. 161-163.
20. Antoine-Clément Chaix de Lavarène, *Monumenta pontificia Arvernica*, Clermont-Ferrand, F. Thibaud, 1878, n° CLXIX, p. 275 (1165), n° CCXVIII, p. 351 (1188), n° CCXXIII, p. 370 (1190).
21. *Ibid.*, n° CXXXI, p. 295 (1174) et n° CCXIX, p. 356.
22. 1 H PS 48, layette L1, n° 2026 ; Marcellin Boudet, *Cournon et ses chartes de franchises*, Paris, Champion, 1909, p. 45 et p. 162-170.
23. 3 G, arm. 8, sac R, c. 5 h.
24. A.-C. Chaix de Lavarène, « Monumenta pontificia Arvernica sub Innocentio III », *Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Clermont-Ferrand*, t. 24, 1882, n° XXIII, p. 83-86.
25. *Ibid.*, n° v et vii, p. 55-57.
26. *Ibid.*, p. 84, n° 2 ; original : 32 G 68/1 (édition en préparation) ; simple mention dans A.-C. Chaix de Lavarène, *Monumenta [...]*, n° CCXXXVIII-CCXXXIX, p. 389-390.
27. A.D. de la Haute-Loire, 1 H 363/1.
28. A.-C. Chaix de Lavarène, « Monumenta pontificia Arvernica sub Honorio III », *Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Clermont-Ferrand*, t. 25, 1883, n° LI, p. 464.
29. Christofle Justel, *Histoire généalogique de la maison d'Auvergne*, Paris, Veuve M. du Puy, 1645, Preuves, p. 29 ; Étienne Baluze, *Histoire généalogique de la maison d'Auvergne*, t. II, Paris, A. Dezallier, 1708, p. 62-63.
30. La même fiction juridique est adoptée par l'acte original de 1138 par lequel le même évêque accorde aux chanoines réguliers de Pébrac la paroisse de Charraix, autrefois possédée par des laïcs (*a laicis possidebatur*) dont l'identité n'est pas même révélée (Clermont Auvergne Métropole, Bibliothèque du Patrimoine, ms. 1172, f° 7 r°).
31. Auguste Molinier (éd.), *Vie de Louis VI le Gros par Suger, suivie de l'Histoire du roi Louis VII*, Paris, A. Picard, 1887, p. 108-109.
32. 3 G, arm. 5, sac G, c. 1 a-b ; A.-C. Chaix de Lavarène, *Monumenta [...]*, n° CLIX, p. 252-258.
33. 1 H 230, n° 256 ; Clémence Lescuyer, *L'abbaye bénédictine de Saint-Alyre, entre autorités épiscopale et monastiques (XII^e-XVI^e siècles)*, Thèse dactylographiée de l'École nationale des Chartes, 2016, p. 79-82.
34. Clermont Auvergne Métropole, Bibliothèque du Patrimoine, ms. 674, f° 89 v° : *Obierunt Drucbertus, abbas, Arbertus, Aldinus, P. de Monte, cum aliis octuaginta tribus, qui pro pace Ecclesie trucidati sunt et in simiterio Sancti Salvatoris [= Neyrat] requiescunt*.
35. Je remercie Jean-Pierre Chambon pour son aide précieuse en matière de linguistique historique.
36. 4 G 54, f° 8 v°, 11 r° ; 4 G 55, f° 103 v, 112 r°.

37. 3 E 113 Dép., Fonds II, CC 170, f° 116 r° (1382-1383).
38. A.-C. Chaix de Lavarène, *Monumenta [...]*, n° CXXX, p. 209-210.
39. *Ibid.*, n° CLXXIV, p. 284-285 (original : 1 H PS 36, layette A1, n° 247).
40. Voir n. 22.
41. Christian Lauranson-Rosaz, *L'Auvergne et ses marges (Velay, Gévaudan) du VIII^e au XI^e siècle*, Le Puy-en-Velay, Les Cahiers de la Haute-Loire, 2007 (1^{re} éd. 1987), p. 124 et p. 137 ; Emma Bouvard, *Empreintes monastiques en moyenne montagne du XII^e siècle à l'Actuel. Archéologie des espaces et des paysages cisterciens dans les anciens diocèses de Clermont et du Puy*, Thèse de doctorat, Université Lumière – Lyon 2, 2016, p. 233-243.
42. Auguste Bernard, Alexandre Bruel, *Recueil des chartes de l'abbaye de Cluny*, Paris, Imprimerie Nationale, t. III, 1884, n° 2408, p. 499-500 ; t. IV, 1888, n° 2833, p. 36 ; t. V, 1894, n° 3872, p. 224-226.
43. Pierre-François Chifflet, *Histoire de l'abbaye royale et de la ville de Tournus*, Dijon, Veuve P. Chavance, 1664, *Probationes*, p. 311 ; Pierre Juénin, *Nouvelle histoire de l'abbaye royale et collegiale de Saint Filibert et de la ville de Tournus*, Dijon, A. de Fay, 1733, p. 125 (*pratum Viscumtale*).
44. Josiane Teyssot, Johan Picot, « Les villes d'Auvergne et le roi : Montferrand au XIII^e siècle », dans Maïté Billoré, J. Picot (dir.), *Dans le secret des archives. Textes, documents et études d'histoire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, p. 230, n. 26.
45. A. N., K 1146, n° 1 (document aimablement communiqué par Johan Picot).
46. É. Baluze, *Histoire généalogique [...]*, t. II, p. 256 et p. 258.
47. 1 H 311, layette MM, n° 3153 (1207) : *Agnes comitissa Montispancerii est comtesse mais Montpensier n'est pas encore un comté* ; BnF, ms. 9085, f° 20 r°, 21 v°, 34 r°, 36 v°.
48. Clovis Brunel, *Les plus anciennes chartes en langue provençale. Recueil de pièces antérieures au XIII^e siècle*, Paris, Picard, t. I, 1926, p. 274-278.
49. Clermont Auvergne Métropole, Bibliothèque du Patrimoine, ms. 674, f° 85 r°-135 r° : entre les f° 108 v° et 109 r° manquent les pages correspondant à la période du 8 mai au 24 juillet.

RÉSUMÉS

Bien qu'étrangères à la ville, les sources ecclésiastiques permettent d'éclairer l'obscur premier siècle de Montferrand. Établie dans un réseau paroissial préexistant et rural, la ville bourgeoise et laïque suscite la convoitise des réguliers, notamment des moines de Saint-Alyre et de La Chaise-Dieu, sans parvenir à obtenir la construction d'une église paroissiale en son sein même. L'examen minutieux de la documentation diplomatique met en évidence, à côté des comtes d'Auvergne, le rôle des seigneurs de Jaligny dans l'espace où naît Montferrand au XII^e siècle.

While not originating in the town, ecclesiastical sources allow us to illuminate the obscure first century of Montferrand's history. Settled in a pre-existing rural parish network, this middle-class and secular town became the envy of monks, in particular those of Saint-Alyre and La Chaise-Dieu, without being able to have a parish church constructed within town limits. The detailed study of diplomatic documentation highlights, in addition to Auvergne's counts, the roles of the lords of Jaligny, in the region in which Montferrand emerges during the 12th century.

INDEX

Mots-clés : comtes d'Auvergne, sources ecclésiastiques

Keywords : Auvergne's counts, ecclesiastical sources, Jaligny, Montferrand, XIIth century

Index géographique : Jaligny, Montferrand

Index chronologique : XIIe siècle

AUTEUR

EMMANUEL GRÉLOIS

Maître de conférences en histoire médiévale, Tempora (ÉA 7468), Université Rennes 2